

Mur - MURES aux frontières

journal mural contre les frontières et la politique de la peur

Fév
2018

Le Niger, carrefour des magouilles imperialistes

Le Niger est un carrefour de migrations diverses, une partie de son économie se base dessus. Il est situé au centre d'une des principales routes depuis l'Afrique Subsaharienne vers les côtes européennes surtout depuis que les guerres occidentales au Sahel ont entraîné la fermeture d'autres routes (via la Mauritanie ou le Mali).

L'IMPÉRIALISME POUR LE CONTRÔLE DES MIGRATIONS...

L'Europe est omniprésente au Niger pour réprimer les migrations. En 2015, l'UE demande au Niger, pour 75 millions d'E, de contrôler ses frontières pour éviter que les migrants rejoignent la Libye puis l'Europe, mais aussi d'accepter les personnes expulsées d'Europe et qui seraient passées par le Niger.

Depuis, l'Europe a consacré au Niger 140 millions d'E du fond fiduciaire*, principalement pour le « contrôle et la gestion des flux migratoires ». Bien sûr, ce « contrôle » et cette « gestion » se font via des entreprises européennes, comme la société CIVIPOL** chargée de la formation des gardes-frontières et policiers.

En plus, 120 experts internationaux sont déployés au Niger dans le cadre de l'opération EUCAP Sahel. Cette opération, financée par l'UE, est née en 2012 pour lutter contre le terrorisme, la criminalité organisée, et pour favoriser la sécurité des zones de gisements d'uranium. Son mandat a été étendu à la lutte contre l'immigration en 2015. Une « équipe conjointe d'investigation », rassemble également les polices espagnole, française et nigérienne. En parallèle, les armées française, allemande et italienne sont présentes au Niger en soutien de l'opération Barkhane conduite par la France.

Enfin, l'OIM (Organisation internationale contre les migrations) gère au Niger 5 centres pour expulser, dissuader au départ et soi-disant informer.

... SUR FOND D'ACCAPAREMENT DES RESSOURCES NATURELLES

L'Italie a confirmé l'envoi d'une mission militaire au Niger, dans le cadre de l'opération « Désert rouge », avec un contingent de « 470 soldats équipés de 120 véhicules ».

Ils parlent de « former les forces nigériennes et de les rendre capables de lutter efficacement contre le trafic illicite de migrants et le terrorisme ». Mais ceci masque le fait que le Niger est un des principaux exportateurs d'uranium vers l'Europe, et l'Italie et la France bataillent sur le territoire nigérien pour l'accaparement des ressources.

Si le gouvernement nigérien accepte ces accords néo-coloniaux, la colère se fait sentir dans la région d'Agadez, « porte du désert », où les voies de migrations sont depuis toujours au cœur de l'économie locale. En quelques mois, la principale source de revenus est devenue un délit : la loi relative au « trafic illicite des migrants » qui criminalise le transport et l'hébergement des personnes en migration, a déjà entraîné l'arrestation de nombreux jeunes de la région.

LE PILLAGE DE L'URANIUM AU NIGER

Le Niger est le 4^{ème} producteur d'uranium, et le principal approvisionnement pour Areva (multi-nationale française œuvrant principalement dans les métiers du nucléaire, détenue à 90% par l'état).

Depuis plus de 40 ans, l'extraction d'uranium par Areva pollue les sols et l'eau et empoisonne les habitants. En 2007, l'octroi de 120 permis de recherche a privé 400 000 touaregs de leurs terres vivant surtout de l'élevage. Ils se sont révoltés pour la défense de leurs terres.

En 2008, après la prise de fonction d'Édouard Philippe en tant que lobbyiste pour Areva, cette dernière aurait demandé à l'État français de « soutenir le Niger pour mater la rébellion ».

Aujourd'hui, l'état d'exception a été décrété sur la région d'Agadez, avec son cortège d'exécutions sommaires, d'arrestations arbitraires, de destruction des moyens de subsistance des nomades (cheptel abattu, activités agricoles rendues impossibles, approvisionnements restreints...), de déplacements de populations, d'interdiction d'ONG, de contrôle des radios et de la presse.



*Le fond fiduciaire pour l'Afrique est un fond en faveur « de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière »

**CIVIPOL, détenu à 40 % par le ministère de l'intérieur est chargé « d'exporter un véritable savoir-faire français » : la répression. L'agence conseille, assiste et forme dans le domaine de la sécurité intérieure. Elle est reconnue experte des révoltes urbaines depuis 2005.

MUR - MURES aux frontières

journal mural contre les frontières et la politique de la peur

Fév
2018

On entend dans les médias que le nombre de morts en méditerranée a diminué en 2017 et que le nombre de demandeurs d'asile en France a atteint un record historique. Mais que se cache-t-il vraiment derrière ces déclarations ? Ces chiffres permettent de masquer toute une partie de la réalité.

Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), il y a eu moins de morts qu'en 2016 mais* les traversées sont devenues bien plus meurtrières* : en méditerranée centrale, 1 personne sur 36 est morte en tentant de traverser en 2017, alors qu'1 sur 88 périssait en 2016. C'est la frontière la plus meurtrière au monde : en 2017, 3 119 personnes sont mortes en traversant la Méditerranée, soit près de 60 % des mort.e.s sur les routes de l'exil dans le monde, sans compter les victimes des naufrages sans témoins, qui n'ont laissé aucun survivant et donc aucun décompte.

POURQUOI LES TRAVERSÉES SONT-ELLES DEVENUES AUSSI DANGEREUSES ?

Les passages se font avec des bateaux de plus en plus pourris et petits, les passages en hiver et par mauvais temps sont plus fréquents. L'une des raisons principales à cela est la répression des migrations. De plus en plus de bateaux en bon état sont interceptés par les militaires européens dans le cadre de l'opération Sophia. De plus l'Europe a décidé de bloquer la vente de canots

pneumatiques et moteurs hors-bord vers la Libye. Aussi, la surveillance pousse les personnes à prendre des voies plus périlleuses. En conséquence, le risque de mourir en traversant augmente considérablement !

« L'ACCUEIL » EN FRANCE...

Certes, le nombre de demandes d'asile a passé le cap des 100.000 mais la proportion de personnes obtenant une réponse favorable à leur demande de protection a, elle, clairement diminué !

Globalement, les chiffres du ministère de l'intérieur et de l'OFPRA* ne sont pas glorieux... large augmentation du nombre de personnes dublinées (qui ne peuvent pas accéder facilement à une protection), du nombre d'expulsions, des pratiques de refoulement à la frontière, du taux de refus de visas ... Ce bilan arrive juste avant une série de réformes qui durciront encore les conditions « d'accueil » en France : mise en rétention des personnes dublinées, doublement de la durée d'enfermement en CRA, tri dans les centres d'hébergements, convention de Dublin IV, externalisation de la demande d'asile, etc.

LUTTONS POUR LA LIBERTÉ DE CIRCULATION ET D'INSTALLATION !

SOLIDARITÉ ET DÉTERMINATION !

EN BREF

L'ANNÉE COMMENCE BIEN

Le 5 janvier, 200 migrants ont franchi ensemble la barrière à Melilia (enclave espagnole au nord du Maroc). Welcome !

ÇA CRAQUE !

Le nombre de personnes enfermées dans les centres de rétention (CRA) a explosé. La CIMADE a dénoncé une « utilisation abusive de la rétention » qui touche de plus en plus de demandeurs d'asile "dublinés". Les CRA sont surpeuplés et les conditions terribles. Comme au Canet (Marseille), où des personnes ont « froid et faim » et les tentatives de suicide se multiplient (un mort et 7 tentatives en un mois). Des conditions "pires qu'en prison", dicit des élus ayant visité le centre.

DANS LE BRIANÇONNAIS, LA SOLIDARITÉ MARCHE SUR LA FRONTIÈRE

Le dimanche 14 janvier, plusieurs centaines de personnes se sont retrouvées à Claviere, en Italie. Elles ont contournées le poste-frontière, bloqué par les forces de l'ordre italiennes et françaises, pour rejoindre Montgenève, en France. Après plusieurs arrêts ponctués par des discours, goûters et la décoration d'une gigantesque banderole, elles sont retournées en Italie, cette fois par la route, bien encadrées par des flics cibles de joyeux tirs de boules de neige.

La marche, organisée par des collectifs italiens et français dénonçait la militarisation de la frontière et le harcèlement des exilé.e.s qui tentent, même en hiver, d'arriver en France et sont refoulé.e.s, du côté italien.

Malgré la répression, solidarité internationale contre le durcissement des politiques migratoires !

Ce journal mural est un apériodique réalisé à Grenoble. Il paraît de temps en temps pour diffuser des infos, actualités et analyses sur ce qu'il se passe aux frontières de l'Europe : une véritable guerre à l'encontre des personnes exilées, avec son armée (Frontex) et ses relais médiatiques. Ces frontières ne sont pas des lignes, elles sont diffuses, leur présence est partout à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union européenne, à travers les contrôles, les rafles, le harcèlement et l'humiliation systématique des exilées. Ce journal défend la liberté d'installation et de circulation pour toutes et tous, veut contribuer à lutter contre le racisme et les nouvelles formes du colonialisme, contre les frontières et les injustices sociales, et contre la politique de la peur.